



Éditorial. Les classes moyennes invisibles

DANS **ESPRIT 2011/12 Décembre**, PAGES 5 À 6

ÉDITIONS **ÉDITIONS ESPRIT**

ISSN 0014-0759

ISBN 9791090270022

DOI 10.3917/espri.1112.0005

Date de mise en ligne : 01/08/2012

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-esprit-2011-12-page-5?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Éditions Esprit.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Éditorial

Les classes moyennes invisibles

QUAND les chiffres semblent dérouler le pouvoir de leur évidence, quelle place reste-t-il à la délibération démocratique ? Alors que la campagne présidentielle qui commence se place sous le signe du triple A et de l'écart croissant du taux d'emprunt de la France par rapport à celui de l'Allemagne sur les marchés financiers internationaux, ce rendez-vous démocratique attendu sera-t-il éclipsé par ces chiffres qui nous dépassent ? L'exercice imposé de funambulisme sur la corde raide est déjà connu : amorcer la réduction de la dette par une maîtrise rigoureuse des dépenses publiques sans faire plonger l'activité par une contraction budgétaire trop brutale ou mal maîtrisée. Qui veut s'y essayer ?

Pour garder l'équilibre entre ces deux contraintes, les discours d'experts imposent leur indiscutable logique. Devant le risque de confiscation démocratique des choix au nom des grands chiffres désincarnés, on comprend qu'un mouvement d'indignation se développe en occupant physiquement l'espace public : occuper les lieux, à même le sol, pour revenir à ras de terre et contester l'impunité des salles de marché qui ont provoqué la panique financière avec laquelle les États se débattent aujourd'hui. S'installer dans la rue, s'immobiliser comme antidote à la mobilité incontrôlée des capitaux. Mais ces mouvements d'occupation ne serviront-ils que d'exutoire temporaire au malaise social ? Leur hypervisibilité organise un conflit à fort potentiel médiatique entre le mécontentement d'une opinion publique sacrifiée au nom de la rigueur et l'opinion des marchés, qu'il s'agit de « rassurer » en envoyant des « signes forts ».

Opinion contre opinion, créancier contre débiteur : est-ce là le débat qui se prépare ? L'opinion des marchés est difficile à comprendre car les anticipations y créent des effets de contagion et de bulle qui échappent aux coordonnées rationnelles. L'opinion « de la rue » n'apparaît par contraste que trop prévisible, captée par des porte-parole autoproclamés qui s'installent dans le bruit de fond des mauvaises nouvelles.

Retrouver une conflictualité autour de ces deux opinions, c'est répondre à l'angoisse d'une confiscation de la décision par les experts. Mais cela revient aussi à reléguer un peu plus hors du champ de la représentation un autre sentiment de la crise, celui de perdre pied au fil des jours. On entend parler des salariés du monde industriel et des mouvements syndicaux devant des liquidations d'entreprises ou des délocalisations. On retrouve dans cette crise, comme dans les précédentes, le chômage brutal, les fins de carrière aménagées entre congé maladie, congé de reclassement et préretraite, l'éloignement progressif de l'activité qui assombrit l'image de soi.

Mais où entend-on ceux qui naviguent dans la zone croissante du sous-emploi chronique ? Comment vivent-ils la crise ? Des heures de chômage partiel, un espacement des missions d'intérim, un stage de plus en attendant le « vrai » travail, la queue qui s'allonge à Pôle emploi, l'ambiance qui se tend aux guichets, les remboursements d'emprunts qui augmentent, quelques sorties en moins, des dépenses, petites ou grandes, différées en attendant de voir venir... Pas de quoi « faire la une ». Il faut endurer la crise, sans bien savoir où est le filet de secours, parce qu'on ignore qu'on a des droits, parce qu'on entend un discours culpabilisateur sur l'assistance, parce qu'on a un parcours trop flottant pour entrer dans une catégorie d'« ayant droit ». On partage moins une solidarité d'expérience qu'une inquiétude sourde qui ne cristallise pas un sentiment commun, juste de quoi nourrir une impression d'isolement propice à l'abstention électorale.

Comment vivent-ils cette crise ceux qui, sans être assez aisés pour passer sans dommage un trou d'air, ne relèvent pas de l'urgence sociale ? Aux États-Unis, la petite classe moyenne a longtemps défendu les privilèges des plus riches parce qu'elle voulait maintenir le rêve de la réussite. En France, c'est plutôt la crainte d'être aspirées dans un mouvement descendant et de perdre les acquis de la démocratie sociale qui fragilise les classes moyennes modestes : peur de perdre son emploi, son logement, de ne pas mettre ses enfants sur la bonne trajectoire...

Mais quelle alliance politique peut-on construire autour d'une classe moyenne en manque de figuration ? Les classes moyennes ascendantes ont affermi les grandes institutions de la démocratie après guerre. Peut-on réinventer un État protecteur quand la crainte de déclassement défait le sentiment d'appartenance ? Le travail de la représentation politique ne consiste pas à jouer avec les opinions mais à donner consistance à des sentiments collectifs qui intègrent et dépassent les situations personnelles, leur offrant la double perspective d'une prise en compte effective et d'une transmutation dans un projet collectif plus large. Mais la crise des dettes souveraines laissera-t-elle au débat présidentiel le temps d'opérer cette transmutation des sentiments individuels en projets collectifs ?

Esprit